

Sortons enfin du déni et de la capitulation grâce à une politique climatique redistributive »

Tribune : [Francis Meunier](#) Publié le 05 juin 2023

Francis Meunier, professeur honoraire au Conservatoire national des arts et métiers et spécialiste de génie climatique, propose, dans une tribune au « Monde », de lancer une politique climatique visant les plus fortunés afin de les amener à réduire leurs émissions de CO2.

L'annonce par le gouvernement qu'il faut se préparer à un réchauffement de 4 °C à la fin du siècle ne constitue pas une sortie du « déni », comme l'affirme le ministre de la transition écologique, Christophe Béchu, mais, au contraire, il s'agit ni plus ni moins d'une capitulation, car il importe, et c'est fondamental, de limiter le réchauffement à 1,5 °C environ. Arrêtons de faire marche arrière. Certes, les trajectoires globales d'évolution des émissions de gaz à effet de serre pourraient conduire à un réchauffement de 4 °C avec des conséquences dramatiques, par exemple, pour de nombreux Etats insulaires voués à disparaître, de même que nos plages et villes côtières qui seraient submergées d'ici au siècle prochain.

Cependant, un sursaut salutaire d'ambition climatique est encore possible, et tout doit être mis en œuvre pour qu'il se réalise. Force est de constater que les politiques climatiques ne parviendront pas à résoudre le problème sans une participation active et proportionnée de la population à travers un changement de mode de vie. La convention citoyenne pour le climat avait déjà signalé dans son [rapport final](#) que « *changer les comportements des consommateurs paraît indispensable* » et elle préconisait d'« *organiser progressivement la fin du trafic aérien sur les vols intérieurs d'ici à 2025* ».

De plus, elle souhaitait « *sensibiliser l'ensemble de la population française en reliant compréhension de l'urgence climatique et passage à l'action* ». Par ailleurs, de nombreux scientifiques reprochent au Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) de ne pas prendre en compte le potentiel des changements de comportement pour l'atténuation du réchauffement. S'inspirer des méthodes de sensibilisation et de pédagogie active utilisées pour lutter contre le Covid-19 serait utile.

Or, le sixième rapport d'évaluation du GIEC démontre que 10 % des plus fortunés émettent entre 35 % et 40 % des émissions. Les 1 % des plus fortunés en émettent 17 %,

selon [l'édition 2022 du rapport sur les inégalités mondiales](#). Face à l'impasse climatique actuelle, il est grand temps de comprendre qu'aujourd'hui la seule solution pour limiter le réchauffement vers 1,5 °C consiste à mobiliser la population afin que tout un chacun réduise son bilan carbone de façon proportionnée.

Pédagogie active

Demandons, grâce à une pédagogie active, aux 10 % plus fortunés des petits gestes conduisant à plus de sobriété – alimentation : manger moins de viande rouge ; mobilité : limiter les trajets en voiture et en avion ; habitat : diminuer le chauffage et la climatisation ; etc. –, permettant de réduire de manière progressive et supportable son bilan carbone.

En plus, imposer aux 1 % les plus fortunés de réduire d'au moins 20 % par an leur bilan carbone par des mesures très ciblées incluant, entre autres, des tarifs progressifs pour l'énergie concernant l'habitat, des « *cartes carbone* » pour atténuer les émissions dans les transports (interdire les jets privés trop présents au Festival de Cannes), la limitation d'achat de véhicules gros émetteurs et/ou gros consommateurs, etc., permettrait de diviser par dix leur bilan carbone en dix ans et contribuerait efficacement à la diminution des émissions globales compte tenu de leur impact actuel. En revanche, les plus défavorisés bénéficieraient d'aides pour avoir accès aux progrès technologiques et ainsi réduire leur bilan carbone.

A l'échelle mondiale, cette politique redistributive, du fait que les plus fortunés seront ceux qui limiteront le plus leur train de vie et que les moins fortunés profiteront des aides pour l'améliorer, permettra grâce à des réductions annuelles de 10 % des émissions par les plus riches sur une période de trois ans – 20 % pour les 1 % plus riches – de diminuer de 15 % les émissions globales, ce qui suffirait pour amorcer une décroissance conséquente afin d'atteindre la neutralité carbone vers 2050. La conjugaison avec les progrès technologiques incluant la décarbonation de l'économie et le recours, à bon escient, à des technologies de séquestration du carbone biologique permettrait de limiter le réchauffement autour de 1,5 °C.

Ce faisant, la lutte contre le dérèglement climatique contribuerait à atténuer les inégalités qui ne cessent de croître depuis plusieurs décennies. L'heure n'est pas au défaitisme, mais à l'action. La COP28, qui aura lieu en novembre 2023, est le lieu où cette position, la seule à l'heure actuelle susceptible de limiter le réchauffement autour de 1,5 °C, mériterait d'être défendue pour désamorcer la bombe à retardement du dérèglement climatique.

Francis Meunier est professeur honoraire au Conservatoire national des arts et métiers a écrit avec Christine Castelain Meunier « Devenir écoféministe. 15 actions au secours de la planète » (De Boeck, 2022)